

Pour appuyer ce travail de politisation, les militants doivent expliquer le rôle de la Ligue aux travailleurs les plus avancés à l'aide du matériel écrit que nous éditons. Mais ils ne doivent pas oublier de multiplier l'intervention orale : école de formation spéciale pour les ouvriers, réunions propagandistes sur la stratégie révolutionnaire avec des noyaux de travailleurs, mini-meetings ouvriers sur le bilan des luttes.

La période d'instabilité qui s'ouvre, marquée par l'éclatement permanent de grèves, par la multiplication des grèves sauvages et bouchons, est particulièrement propice à un travail lent mais efficace de pénétration dans la classe ouvrière. Pour mener ce travail nous ne devons pas oublier :

a) Que nous ne sommes pas seuls : pour contre-balancer l'influence du P.C. et établir envers lui un rapport de force favorable, nous tablons sur la maturation des masses et les progrès d'une avant-garde ouvrière diffuse à laquelle nous devons nous adresser, même si nous n'obtenons pas des résultats immédiats.

b) Que c'est notre existence qui peut donner un sens et une cohérence politique à toutes les énergies et les initiatives dispersées de militants qui n'appartiennent pas à l'organisation et n'y appartiendront peut-être jamais. Notre présence donne une orientation à leurs actions éparses et les fait servir, parfois à leur insu, un projet révolutionnaire.

c) La réalité et les possibilités exactes de notre organisation pour éviter de déduire d'analyses générales des perspectives tactiques qui n'auraient aucun support organisationnel. La tactique est liée à deux pôles : d'une part elle est cohérente par rapport à la stratégie dans laquelle elle s'intègre, d'autre part, elle est tributaire de l'organisation qui la met en œuvre. Oublier le premier pôle entraîne l'opportunisme de droite, oublier le second peut entraîner l'opportunisme de gauche.

d) De définir des positions franches et de ne pas ruser avec les mots en disant plus par nos silences que par nos paroles. Par exemples, il ne sert à rien de dire que nous sommes contre la désertion des syndicats ; nous devons dire si oui ou non nous sommes pour la syndicalisation compte tenu des considérants qui ont été développés.

OCTOBRE 69 — LE B.P.

II. — TEXTE RIVIERE-CREACH

I. — LA PERIODE

La société capitaliste française entre dans une nouvelle phase de sa crise.

L'imminence de la crise monétaire internationale est une des marques essentielles de la situation présente. C'est l'imminence de cette crise qui impose dans une large mesure le « plan d'austérité » à la bourgeoisie française. C'est aussi l'imminence de cette crise qui fixe les limites des mesures prises (faiblesse du taux de la dévaluation, par exemple) et en signale déjà l'échec.

C'est ainsi que la bourgeoisie française est prise en tenailles entre, d'une part d'imminence de la crise internationale, et, d'autre part, la **crise politique interne**.

A. — Mai a ouvert dans la société bourgeoise française une crise grave, ouverte et prolongée : depuis Mai, la bourgeoisie ne parvient plus à stabiliser durablement son pouvoir politique. La combativité du prolétariat demeure élevée. D'importantes couches de la bourgeoisie urbaine mènent des luttes revendicatives propres et tendent à opposer à la soumission résignée au pouvoir gaulliste une problématique autonomie politique. Cette situation entrave la stabilisation de l'alliance politique de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, alliance pourtant décisive pour l'affermissement du pouvoir bourgeois.

Cette faiblesse des assises politiques réelle du pouvoir entre en contradiction avec l'occupation totale de la scène politique par les forces bourgeoises classiques. Le gouvernement, le parlement, les bureaux d'Etat sont colonisés par la quasi-totalité des partis ouvertement bourgeois, dans le cadre de la « large union ». L'opposition social-démocrate est émietlée et décomposée, et le P.C., enfoncé dans l'impasse de sa stratégie réformiste, disparaît derrière la C.G.T. Cette crise politique prolongée marque de son sceau l'ensemble des luttes de classes et, plus particulièrement, les luttes économiques : en ce sens qu'aujourd'hui toute lutte dure et d'impact national peut poser le problème du pouvoir politique ou, au moins, le problème de la forme du pouvoir bourgeois puisqu'il est évidemment exclu que le problème du pouvoir puisse être posé à tout moment en des termes révolutionnaires, et encore moins résolu en ce sens.

B. — C'est dans ce contexte politique qu'il faut replacer la stratégie politique du P.C.F. Cette stratégie, réformiste en ce qu'elle élimine toute lutte pratique en vue de la prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, prend le Parlement pour visée centrale : cette visée politique, non seulement en raison de la fin du parlementarisme, mais aussi en l'absence d'échéance électorale, amène le P.C.F. à se placer sur une ligne politique petite-bourgeoise, substituant aux critères de classe et aux alliances de classes du point de vue des intérêts historiques du prolétariat, des alliances dont la fonction politique est essentiellement de placer le P.C.F. sur le terrain de la petite-bourgeoisie. Large union des petits contre les gros, défense (du point de vue du petit-bourgeois lui-même) des petits paysans, petits artisans et commerçants, place privilégiée occupée dans les revendications par les intérêts de l'aristocratie ouvrière et, enfin, la formule politique qui résume l'ensemble : la démocratie avancée et les illusions petites-bourgeoises qu'elle recouvre.

Mais, surtout, le P.C.F. soumet la classe ouvrière à cette stratégie essentiellement par l'intermédiaire de la bureaucratie de la C.G.T. Cette stratégie, utopique dans le cadre de l'Etat fort, le devient d'autant plus dans le cadre de la crise actuelle. Elle amène la C.G.T., puisque les luttes ouvrières posent le problème du pouvoir que le P.C. ne peut ni ne veut abattre, à limiter ou à casser les luttes d'importance susceptibles d'avoir un impact national (S.N.C.F., R.A.T.P., P.T.T., etc.). Confère plus loin.

C. — La lutte des travailleurs du secteur nationalisé et du secteur privé met en évidence une combativité ouvrière qui n'a pas fléchi. Mais, en dépit de la fréquence du débordement des syndicats, les travailleurs n'ont pas conquis et ne conquièrent que difficilement (en l'absence d'une avant-garde révolutionnaire implantée) dans le cours même de la lutte une réelle indépendance politique face aux directions syndicales. L'extension des grèves sauvages sectorielles (souvent par atelier) apparaît ainsi profondément contradictoire.

— D'une part, elle manifeste les limites dans lesquelles les travailleurs parviennent à conquérir la gestion directe de leurs propres luttes. Ils ne le peuvent qu'en circonscrivant leur combat à des unités restreintes et en luttant contre la dilution des revendications catégorielles dans des mouvements plus larges. Ils ne le peuvent et ne le font qu'au prix d'une limitation des objectifs politiques, inévitable et souvent consentie (par défiance pour les « alternatives démocratiques » qui ont fait leurs preuves en Mai et depuis ; par défiance face à une avant-garde révolutionnaire incapable de traduire la stratégie révolutionnaire en direction effective des luttes).

— D'autre part, elle laisse le terrain libre aux manœuvres des bureaucraties syndicales. Dans la situation présente (caractérisée par la fonction politique objective des luttes qui mettent en cause la stabilité de la forme du pouvoir politique de la bourgeoisie qui se joue sur sa politique économique) la tactique syndicale de dispersion et de limi-